

Agriculture | Les Chambres d'agriculture de l'Ouest Atlantique en réflexion à Rochefort



L'Association des Chambres d'agriculture de l'Arc Atlantique (AC3A) a ouvert son congrès annuel le 24 août à la Corderie Royale de Rochefort pour deux jours de conférences. Ce symposium rassemblant d'ordinaire les chambres des régions littorales de la Bretagne à la Nouvelle-Aquitaine s'est ouvert cette année à l'ex-Limousin suite à sa fusion avec l'Aquitaine et le Poitou-Charentes. Objectif du congrès : échanger sur divers constats de l'état de la profession, mais plus particulièrement sur les outils à mettre en place pour accompagner au mieux les acteurs de la filière de l'agroforesterie.

Pour le président de la chambre d'agriculture de Charente-Maritime Luc Servant, qui a ouvert ce congrès, l'enjeu de cette nouvelle édition est différent des autres années : Si les chambres ont jusqu'à présent pu aider notamment à mettre en réseau collectivités et producteurs pour développer l'agrotourisme ou les circuits-courts, « aujourd'hui, il s'agit de rappeler aux acteurs de chambres ce qu'ils peuvent apporter dans la diffusion des aides européennes, en particulier au niveau de l'innovation. La communauté européenne est actuellement très encline à développer de nouveaux modèles agricoles ou à faire évoluer l'agriculture en générale, en misant sur la recherche et l'innovation, et elle est prête à aider pour ça, via les fonds FEADER. L'objectif de l'AC3A est donc de donner des outils à nos agents pour qu'ils puissent aller vers ces fonds et orienter les agriculteurs ». Car les procédures sont longues, il faut généralement répondre à des appels d'offres, constituer des dossiers complexes et, de plus en plus, fédérer plusieurs acteurs de la filière pour pouvoir candidater. Le rôle de la Chambre constituera notamment à faire connaître les fonds et à convaincre pour regrouper, car ces appels d'offres concernent tous les protagonistes susceptibles de faire évoluer une problématique, des chercheurs aux industriels qui vont créer un produit ou mettre un process en place, en passant par les agriculteurs qui vont tester leurs applications concrètes.

Ce rôle, une cellule européenne constituée d'acteurs des Chambres d'agriculture le tient déjà plus ou moins : la cellule POINT, créé suite à un appel à candidature de Bruxelles en 2012 dans le cadre du programme « Partenariat européen pour l'innovation » (PEI), lui-même développé dans le cadre de la diffusion du plan FEADER. Cette cellule est constituée de 28 membres, dont 15 à Bruxelles. Céline Karinsinski, animatrice de la cellule et salariée de la Chambre d'agriculture de Parthenay dans les Deux-Sèvres, en fait partie. Avec ses collègues de la cellule, son rôle est de recenser sur le terrain, ou via des tables rondes, ce qui se fait d'innovant en terme d'agroforesterie. « Je suis par exemple allé voir récemment en Allemagne un processus de saisie par

chaleur des pommes, dont le but est de supprimer toutes formes de champignons ou d'œufs d'insectes de façon naturelle et donc d'aider à la conservation. Un processus innovant qui pourrait notamment aider les agriculteurs en bio », explique-t-elle. Les connaissances recensées sont ensuite diffusées via des tables rondes et des conférences avec les acteurs de la filière agroforesterie. Faire connaître les différents fonds FEADER et les appels d'offres qui s'y rattachent font également partie de ses missions. Elle aimerait notamment rassembler autour d'une problématique concernant le processus de séchage du foin en grange en élevage caprin. « C'est un sujet dont il faut prendre en compte de multiples paramètres : la faisabilité, la rentabilité économique mais aussi la qualité nutritionnelle du foin une fois séchée avec cette méthode. » Son objectif est donc de « mettre les professionnels en relation pour qu'ils puissent travailler ensemble et trouver des solutions innovantes »... De façon à pouvoir répondre en commun à des appels à projets.

A noter, la Région est pour la première fois présente au congrès de AC3A puisque c'est elle qui attribue les fonds européens (depuis 2 ans). Pour Luc Servant, il est important que les acteurs de la filière agricole puissent se positionner dès la sortie prochaines des appels d'offres, « car il ne faut pas se leurrer, nous serons en concurrence avec les autres régions de France. C'est à nous de saisir les opportunités qui s'offriront. Au-delà de la question actuelle de la sécurisation de exploitations agricoles, nous devons penser à l'agriculture de demain. »

Rousset-Lambert: débat et convergence

L'agriculture de demain, et sa place au sein de la Pac, il en a été, justement, fort question ce jeudi après-midi à la faveur d'une table ronde qui a réuni des experts, des responsables professionnels et des élus, autour du thème : "quelle place pour les Régions dans la future Pac?". Hervé Guyomard, directeur de recherches à l'INRA a, de façon très réaliste, mis à nu cette politique européenne qui, déjà, a connu un tournant majeur en 2014 : " une hypothèse raisonnable a-t'il souligné c'est un ajustement à la baisse entre le pilier 1 et le pilier 2 , - aides d'un coté développement rural de l'autre - auxquels personne ne comprend plus rien, ajoutant "plus que de soutenir les revenus des agriculteurs il faut assuer leur stabilité", citant l'exemple du Canada, et repenser notamment la manière dont les agriculteurs font face aux risques". Le président de la Nouvelle Aquitaine, Alain Rousset, dans un propos résolument orienté vers la défense du rôle des régions n'a pas craint de prendre exemple sur les aléas climatiques pour souligner le rôle de plus en plus crucial que les régions joueront dans la politique agricole européenne: "qu'est ce qu'un coup de vent, un orage à l'échelle de l'Europe; les problèmes climatiques n'ont pas de frontière..." Plaçant son intervention sous un angle où la politique doit absolument, aujourd'hui, prendre les couleurs de l'humain, il a insisté sur la nécessité d'une "politique plus alerte et plus mobile" dans un plaidoyer passionné, rappelant sa casquette d'ancien président de l'Association des Régions de France. "Il faut passer de l'agriculture de compensation à l'agriculture d'innovation", une évolution que les régions sont les mieux à même de conduire. Dans un échange vif, mais tourné vers la volonté partagée de rechercher l'efficacité, Christiane Lambert, la présidente de la FNSEA, n'a pas nié le rôle important des collectivités régionales dans l'orientation d'une agriculture qui peut, en effet, trouver un accompagnement tourné vers l'avenir, sans pour autant renoncer à l'importance d'un cadrage national, tandis que Jean-Paul Denanot, député européen n'a pas caché ses craintes au sujet de la PAC, soulignant la volonté de certains états de réorienter le budget européen vers d'autres secteurs et l'importance de travailler à la recherche d'autres ressources. Chacun a pris conscience à l'aune des ses interrogations que la mobilisation des instances professionnelles, des chambres d'agriculture était plus que jamais nécessaire par les temps qui courent, y compris sur fond de Brexit.



Céline Karinsinski / crédit AL Durif

Anne-Lise Durif - Joël Aubert
Crédit Photo : Anne-Lise Durif
Publié sur aqui.fr le 24/08/2017
[Url de cet article](#)